



Décret n° 2020-1122 du 10 septembre 2020 relatif aux parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification

NOR : MTRD2004241D

ELI : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/9/10/MTRD2004241D/jo/texte>

Alias : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/9/10/2020-1122/jo/texte>

JORF n°0222 du 11 septembre 2020

Texte n° 11

Version initiale

Publics concernés : salariés, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification, opérateurs de compétences.

Objet : modalités de financement des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, à l'exception des dispositions du 3° de l'article 1er, qui s'appliquent aux contrats de professionnalisation conclus à compter du 1er octobre 2020 .

Notice : le texte précise les conditions dans lesquelles est versée l'aide de l'Etat à l'accompagnement personnalisé délivré par les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification. En outre, il détermine le niveau de prise en charge minimal, à défaut d'accord de branche, par les opérateurs de compétences, des contrats de professionnalisation conclus par les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification avec les salariés en parcours d'insertion.

Références : le décret ainsi que les dispositions du code du travail qu'il modifie peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 1253-1 et L. 6332-14 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 18 juin 2020,

Décète :

Article 1

Le code du travail est ainsi modifié :

1° L'article D. 6325-23 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après les mots : « contrat de professionnalisation », sont insérés les mots : « ou du contrat d'apprentissage » ;

b) Les second à quatrième alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sont éligibles à cette aide les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification qui organisent l'accompagnement personnalisé vers l'emploi au profit des personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières et répondant aux caractéristiques fixées dans le cahier des charges mentionné à l'article D. 1253-45. » ;

2° A l'article D. 6325-24, les mots : « dans l'année de jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans et de demandeurs d'emploi âgés de quarante-cinq ans et plus, embauchés en contrat de professionnalisation » sont remplacés par les mots : « éligibles à cette aide dans l'année » ;

3° A l'article D. 6332-86, après les mots : « mentionnées à l'article L. 6325-1-1 », sont insérés les mots : « ou les personnes en parcours d'insertion dans un groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification mentionné au troisième alinéa de l'article L. 1253-1 ».

Article 2

Les dispositions du 3° de l'article 1er s'appliquent aux contrats de professionnalisation conclus à compter du 1er octobre 2020.

Article 3

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance, la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, et la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargée de l'insertion, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 10 septembre 2020.

Jean Castex
Par le Premier ministre :

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,
Elisabeth Borne

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance,
Bruno Le Maire

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics,
Olivier Dussopt

La ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargée de l'insertion,
Brigitte Klinkert